



Impact at the frontline

Il nous faut une évaluation de la réalité !

Comment pouvons-nous garantir
un impact sur le front ?

Un Plan de mise en œuvre pour la société civile,
pour veiller à ce que le cadre de RRC pour l'après
2015 ait un impact à l'échelon local

Mars 2015



Unis pour un impact à l'échelon local

Garantir une retombée des politiques de réduction des risques de catastrophe (RRC) à l'échelon local est de toute évidence une gageure.

Sans nier la nécessité de cadres internationaux et de politiques gouvernementales, il est clair que le changement à l'échelon local reste encore un défi énorme et que des progrès plus rapides sont indispensables. Interagir avec les organisations de la société civile (OSC), les soutenir et établir des partenariats avec elles, tout cela est essentiel pour accélérer les retombées à l'échelon local. Ce document fournit une liste de vérification permettant d'évaluer la réalité des actions à mener pour avoir un impact local, met en lumière le rôle indispensable de la société civile pour y parvenir, et fournit un plan d'activités montrant comment la société civile et les gouvernements peuvent agir en partenariat pour mettre en œuvre le cadre de RRC pour l'après 2015.



En 2014, le Center for Disaster Preparedness (CDP), une OSC basée aux Philippines, a conclu un partenariat avec d'autres pour organiser des évaluations participatives des risques locaux dans 26 Barangays (villages) de la municipalité de Mercedes. L'organisation a réuni les représentants de l'administration locale et de petites OSC et les a formés par l'intermédiaire de comités de RRC et de gestion afin de renforcer leurs capacités à diriger des évaluations participatives des risques et de former d'autres à le faire, même dans des lieux reculés.

Sur la base des résultats des évaluations participatives des risques, les comités, en lien avec l'administration locale, ont élaboré leurs propres plans de RRC et d'urgence pour aléas multiples. CDP organisera aussi des bilans bisannuels des évaluations des risques pour que les plans puissent être mis à jour à la lumière de situations locales changeantes. CDP a également réuni différents groupes pour créer des systèmes communautaires d'alerte précoce et organiser des exercices de simulation d'aléa pour les catastrophes mises en lumière par les évaluations comme étant la priorité maximale des membres de la communauté, parmi lesquels les ondes de tempête, typhons et glissements de terrain. Les leçons tirées de ces exercices et des expériences réelles ont débouché sur une action à l'échelon local. Par exemple, une leçon directe de l'exercice de simulation de typhon est l'élaboration de plans de protection des moyens de subsistance, dont l'utilisation de cages à poissons flottantes, pratique locale pour renforcer la résilience des moyens de subsistance locaux de pêche.

La capacité de CDP à organiser le travail en commun pour la première fois, à repérer des objectifs partagés, à établir une reddition de compte commune et à construire la confiance est l'un des facteurs principaux qui ont permis cette augmentation de la résilience à l'échelon local. Des relations fortes ont été forgées, les perspectives différentes ayant été reconnues et comprises. L'administration municipale passe maintenant en revue les politiques actuelles de RRC, de réduction de la pauvreté et d'adaptation au changement climatique, pour veiller à ce que les priorités de résilience de la communauté soient prises en compte. Elle est en train de mettre au point un Code municipal qui débouchera sur des changements permanents dans la façon de considérer les risques de catastrophe dans l'élaboration de toutes les politiques sectorielles.

Ces leçons aux Philippines, répétées dans d'autres communautés dans le monde, montrent bien le formidable potentiel d'impact à l'échelon local du travail réalisé en commun. Les OSC peuvent jouer un rôle essentiel pour permettre cette collaboration quand elles sont soutenues par les gouvernements et d'autres groupes. Travailler main dans la main à l'échelon local doit être une cible lors de la mise en application du Cadre de RRC pour l'après 2015.

“
Admettons-le, nous qui sommes fonctionnaires, nous fermons parfois les yeux sur la situation de notre population, quand encore nous allons à sa rencontre, ce qui est assez rare... Comprendre sa situation, ses vulnérabilités, ses capacités et les risques qu'elle affronte est très important. Sans la connaissance des gens, nous ne pourrions pas concevoir des lois et des politiques saines pour la RRC.

Conseiller Ramil Apolinario,
membre du conseil municipal de Mercedes.



La nécessité d'un impact à l'échelon local

En mars 2015, le Cadre d'Action de Hyogo pour la prévention des risques de catastrophe actuel (CAH) sera remplacé par le Cadre de RRC pour l'après 2015. Au moment où les gouvernements vont apposer leur signature au nouveau cadre, s'accordant pour renforcer la résilience des populations, communautés et pays, comment pouvons-nous veiller à ce que des retombées soient réalisées à l'échelon local comme dans le cas de Mercedes aux Philippines ?

Les communautés résilientes sont les pièces maîtresses de la résilience d'une nation. Sans un renforcement efficace de la résilience à l'échelon local, les cibles nationales ne pourront être atteintes. En outre, la majorité des pertes sont dues aux catastrophes récurrentes de petite échelle n'attirent pas l'attention nationale et doivent être traitées à l'échelon local. Il est donc essentiel que les gouvernements veillent à travailler pour avoir un impact à l'échelon local quand ils appliqueront le Cadre de RRC pour l'après 2015.¹

Depuis 2007, le programme du GNDR *Vues du front* (VdF) a été utilisé par des centaines d'organisations de la société civile pour étudier les pistes de progrès en matière de réduction des risques, but visé par les gouvernements engagés à mettre en œuvre le CAH. D'une manière générale, les communautés n'ont rapporté qu'un impact limité à l'échelon local. L'écart entre les politiques nationales et la pratique locale n'a cessé de croître.

Par conséquent, depuis l'adoption du CAH en 2005, les catastrophes ont continué de toucher un nombre croissant de personnes. Depuis 2005, plus d'1,5 milliard de personnes ont été touchées par des catastrophes : plus de 700 000 sont mortes, plus de 1,4 millions ont été blessées et 23 millions se sont retrouvées sans abri.²

Mais, pour quelle raison le CAH a-t-il débouché sur si peu de changements à l'échelon local ?
Il n'avait pas pris en compte la vie réelle sur le front.
C'est le moment pour une Évaluation de la réalité.

¹ UNISDR (2013) Rapport d'évaluation mondial sur la réduction des risques de catastrophe : From Shared Risk to Shared Value – The Business Case for Disaster Risk Reduction [Du risque partagé à la valeur partagée : l'analyse de rentabilisation pour la réduction des risques de catastrophe].
² UNISDR (2015) Cadre de réduction des risques de catastrophe pour l'après 2015

“
Les gens avec qui je travaille chaque jour voient beaucoup de nuages - initiatives et plans internationaux, mais peu de pluie - changements tangibles sur le front.”

Évêque Donald Mtetemela, qui travaille dans le développement depuis plus de 25 ans

57 %

des personnes interrogées pour *Vues du front* ont fait état d'une augmentation des pertes.



Introduction à *Vues du front*

Vues du front a fourni une vision locale des progrès du CAH. Ce programme a enquêté en 2009, 2011 et 2013, et rassemblé plus de 85 000 points de vue. Le bilan des membres sur cette expérience, les a conduits à chercher à tirer les leçons de l'expérience des populations locales, en reconnaissant que ce savoir local est un élément important, mais souvent absent. Partant de ces expériences, *Sur le front* a été mis au point comme un moyen pour rassembler et partager le savoir local afin de renforcer la résilience.



Interdépendance et non séparation

En faisant le bilan de la réponse à l'ouragan Mitch au Honduras, un rapport de la Banque mondiale a noté que des facteurs comme la corruption et le manque de cohésion sociale avaient eu pour conséquence une reconstruction qui a laissé le pays dans un état de vulnérabilité aux risques futurs identique à ce qu'il était avant la tempête. Les intérêts particuliers font que persistent un développement urbain insuffisant et une piètre gestion des terres, la déforestation et une faible couverture sociale, ce qui expose des communautés comme Nueva Suyapa aux glissements de terrains et à des risques sanitaires.

Vivre sur le front, c'est...



- ✓ **Vivre dans la pauvreté, l'insécurité et la fragilité, la précarité et la complexité.**
Plus de 1,5 milliards de personnes vivent dans des établissements humains fragiles et touchés par des conflits.³ Dans beaucoup de pays et de communautés, la précarité est la norme. Par exemple, plus de 70% des constructions du Pérou sont précaires et n'obéissent pas aux normes des constructions nationales et locales. Pourtant ces facteurs aggravants ne sont pas pleinement pris en compte dans le CAH et la mise en œuvre part souvent du principe dangereux que les catastrophes se produisent dans des établissements humains stables et formels.
- ✓ **Vivre sous la menace constante des catastrophes ordinaires.**
Sur le front, une nouvelle étude dirigée par le GNDR en Amérique latine, a demandé aux communautés de parler de leur perception des menaces et de leurs conséquences rencontrées à l'échelon local. Il en ressort que 90% des personnes interrogées considèrent comme prioritaires les catastrophes ordinaires. Ces catastrophes ordinaires de petite échelle et récurrentes résultent de menaces environnementales, économiques, sociales et politiques. Elles ne sont souvent ni reconnues, ni mentionnées, ni soutenues aux niveaux local, national et mondial. Ce résultat est corroboré par l'UNISDR qui mentionne que 99% de catastrophes enregistrées sont des catastrophes extensives et que celles-ci sont responsables de 42% des pertes économiques totales dues aux catastrophes.⁴
- ✓ **Les risques divers et reliés entre eux ne peuvent être traités isolément.**
À l'échelon local, le changement climatique, les risques de catastrophe, les conflits et la pauvreté sont tous vécus comme faisant partie d'un même défi, à savoir la sécurité des vies, des moyens de subsistance et des biens. Les communautés ne font guère de différence entre les aléas dans leur gestion des risques. Pourtant, il y a eu une absence d'intégration et d'appropriation du programme de RRC en dehors de la communauté de gestion des risques de catastrophe, et une absence d'harmonisation entre les objectifs, actions et évaluations de l'adaptation au changement climatique, de la RRC et des initiatives de réduction de la pauvreté.
- ✓ **Les populations locales sont les héros ordinaires.**
Elles s'attaquent aux catastrophes ordinaires récurrentes de petite échelle et possèdent une riche expérience des menaces qu'elles affrontent et des priorités évidentes pour les traiter. Pourtant, les sources existantes de résilience à l'échelon local sont souvent inexploitées.

³ UNESCAP (2013) Make the Voices Heard of the 1.5 Billion People in Fragile & Conflict-Affected Areas [Faire entendre la voix des 1,5 milliards de personnes habitant des zones fragiles et touchées par des conflits]
⁴ UNISDR (2013) Rapport d'évaluation mondial sur la réduction des risques de catastrophe : From Shared Risk to Shared Value – The Business Case for Disaster Risk Reduction [Du risque partagé à la valeur partagée : l'analyse de rentabilisation pour la réduction des risques de catastrophe].

Le risque de méconnaître le savoir local

En 2010, la seule route conduisant au village montagnard de Guadamakri, en Géorgie, a été coupée par un glissement de terrain. 360 moyens de subsistance familiaux ont été touchés. Alors que la pression de la communauté auprès des autorités gouvernementales pour la reconstruction de la route a été couronnée de succès, les communautés n'ont pas été consultées pour sa conception. Depuis des décennies, elles connaissent des glissements de terrain et savent les risques et limitations de leur terre. Sans utiliser ce savoir local, la route a été construite le long des rives instables d'une rivière sur une pente raide. Les communautés savent que ce genre de terrain est exposé aux glissements de terrain et qu'en hiver, la pente est impraticable. Il s'ensuit que la nouvelle route a exacerbé le risque pour la communauté.



Liste de contrôle de la réalité : 10 éléments essentiels pour un impact sur le front

Cette liste de contrôle fait ressortir les 10 éléments essentiels pour un impact sur le front qui reflètent les bilans du CAH faits par l'UNISDR, ainsi que des enquêtes du GNDR, *Vues du front*, portant sur les progrès à l'échelon local.

Si les gouvernements, la société civile et d'autres groupes travaillent ensemble à partir de cette liste, lorsqu'ils mettront au point les plans de mise en œuvre du cadre de RRC pour l'après 2015, alors l'impact sera réussi à l'échelon local.



Nous pouvons garantir un impact sur le front si nous :

- 1 Comprendons les perspectives locales de risque**
Écoutons et comprenons les expériences des personnes les plus menacées
- 2 Tenons compte du contexte local**
Reconnaissons les difficultés réelles que sont pour la vie la fragilité, l'insécurité et la précarité
- 3 N'oublions personne**
Veillons à l'inclusion de tous les groupes, en particulier les plus menacés
- 4 Collaborons**
Travaillons avec tous les groupes et entre tous les échelons
- 5 Mobilisons les ressources locales**
Nous appuyons sur les capacités, connaissances et autres sources locales de résilience
- 6 Harmonisons les diverses politiques**
Veillons à la cohérence entre les activités de développement et de changement climatique
- 7 Exigeons la reddition de compte**
Veillons à la reddition de compte auprès des communautés locales
- 8 Tirons les leçons du passé et nous projetons vers l'avenir**
Apprenons les leçons et reconnaissons les tendances futures pour alimenter la planification de relèvement et de développement
- 9 Sommes sensibles à l'environnement**
Reconnaissons, protégeons et renforçons les fonctions des écosystèmes
- 10 Reconnaissons le potentiel de la société civile**
Travaillons activement avec la société civile pour réaliser ces points essentiels

Le rôle essentiel des organisations de la société civile pour garantir un impact à l'échelon local

Comment les OSC peuvent-elles garantir que les 10 éléments essentiels de la Liste de contrôle de la réalité sont réalisés ?

Le nouveau Cadre de RRC pour l'après 2015 demande aux différents groupes de définir leur rôle dans la réalisation des résultats du cadre. Les OSC n'ont pas leur pareil. Elles bénéficient de relations fortes avec les communautés, de relations avec les décideurs internationaux, régionaux et nationaux, d'un positionnement à portée de l'échelon tant local que mondial, de ressources humaines, de connaissances et d'expérience sur le terrain. Ces valeurs ajoutées particulières signifient que nos membres peuvent pointer six rôles principaux pour les OSC.

Six rôles pour la société civile



Mise en œuvre

Agir à l'échelon local en partenariat avec l'État et d'autres groupes

Development Workshop France (DWF) a travaillé au Vietnam avec la Banque vietnamienne sur des politiques sociales pour proposer des crédits ciblés aux familles pauvres, en particulier pour renforcer la résilience de leur habitation. Ces pratiques ont été adoptées par le gouvernement vietnamien dans ses actions de RRC. À la demande du Ministère de la construction, DWF a également travaillé avec le gouvernement pour soutenir le développement et la mise en application de codes de construction en accord avec les risques locaux et avec les réalités de capacités.



Renforcement des capacités

Renforcer les capacités à l'échelon local

Save the Earth au Cambodge a renforcé les capacités de direction des communautés de Samaka, Cambodge, pour les aider à organiser des projets de micro-assurance pour leurs zones touchées par les inondations et la sécheresse. L'auto-organisation a conduit à une structure forte de gouvernance locale qui les a aidés à se protéger contre les catastrophes et à assurer le soutien d'un responsable de l'administration locale.



Courtage des connaissances

Repérer, développer et partager les connaissances, l'expertise et les pratiques innovantes

L'Organisation de développement Pattan au Pakistan a établi des Centres de connaissance des catastrophes pour fournir les informations sous forme accessible aux membres des communautés avant, pendant et après les catastrophes. Ces centres collectent et transmettent les leçons provenant de l'échelon local, surtout celles qui concernent les facteurs sous-jacents de risque qui ont transformé les aléas en catastrophes.



Connexion

Construire des ponts entre les divers groupes et échelles pour renforcer l'engagement à l'échelon local

La Société nationale de technologie des séismes (NSET), au Népal, a rassemblé différents groupes de la métropole de Lalitpur, au Népal, pour revoir les plans et programme de RRC existants et discuter des moyens de traiter efficacement les risques locaux. Des membres de la communauté, l'administration locale, la Croix rouge népalaise, et des membres du Comité de gestion des risques de catastrophe, dont des représentants des sous-comités de Premiers secours, de Recherche et secours, Lutte contre les incendies et évaluation des vulnérabilités faisaient parties des participants.



Suivi

Veiller à une plus grande reddition de comptes par le suivi et les rapports sur les progrès à l'échelon local

Janathakshan a travaillé au Sri Lanka avec l'autorité nationale de gestion des catastrophes pour suivre les progrès du CAH en rapportant les vues des communautés locales et d'autres parties prenantes. Ceci a été fait en lien avec cinq autres OSC, en utilisant *Vues du front*, outil participatif de suivi local.



Plaidoyer

Mobiliser et prendre position en faveur des besoins et priorités des populations marginalisées

L'ONG Inclusiva, au Chili plaide en faveur de la participation des personnes atteintes de handicap aux comités de secours à l'échelon local, pour que leurs connaissances et leurs capacités puissent être exploitées. L'ONG a fait pression avec succès pour leur inclusion permanente dans le comité de secours local de Peñaflo, Chili, et, grâce à cela, a contribué de façon significative aux efforts pour abolir les barrières architecturales, culturelles et technologiques pour les personnes de la ville qui vivent avec un handicap. La ville a par la suite reçu la certification de Communauté sûre et elle est membre de la campagne de l'UNISDR : Rendre les villes résilientes. L'ONG Inclusiva a remporté le prix Risk Award 2014 pour son travail de plaidoyer en faveur des besoins des personnes atteintes de handicap lors de catastrophes à Peñaflo, et pour leur inclusion dans le processus de décision. Le Risk Award est un projet conjoint du Global Risk Forum, de l'UNISDR et de la Munich Re Foundation.

Que signifient ces rôles dans le cadre de la mise en œuvre du cadre de RRC pour l'après 2015 ?

Exemples d'activités de la société civile pour garantir un impact à l'échelon local de chacune des actions prioritaires du Cadre de RRC pour l'après 2015.

Rôles de la société civile	Priorité n°1 Comprendre les risques de catastrophe	Priorité n°2 Renforcer la gouvernance pour gérer les risques de catastrophe	Priorité n°3 Investir dans la réduction des risques de catastrophes en vue de la résilience	Priorité n°4 Améliorer la préparation aux catastrophes pour une réponse efficace et pour Reconstruire en Mieux pour le relèvement, la réhabilitation et la reconstruction
Mise en œuvre 	<ul style="list-style-type: none"> • Entreprendre un profilage et des évaluations participatifs des risques locaux et de la résilience. • Soutenir la création de bases de données des pertes dues aux catastrophes locales. • Rassembler les perceptions publiques des risques et en faire un rapport. 	<ul style="list-style-type: none"> • Participer activement au développement d'arrangements de gouvernance pour des parties prenantes multiples, comme les processus participatifs de budgétisation et de prise de décision. • Former des partenariats publics et privés pour mettre en œuvre les activités de RRC à l'échelon local. 	<ul style="list-style-type: none"> • Mettre en œuvre des activités pour réduire les facteurs de risque sous-jacents. Par exemple : <ul style="list-style-type: none"> » Mécanismes communautaires de protection sociale » Gestion durable des écosystèmes 	<ul style="list-style-type: none"> • Mettre en œuvre des activités pour mieux se préparer à la réponse et au relèvement. Par exemple : <ul style="list-style-type: none"> » Soutenir la création de mises à jour des plans locaux de préparation et d'urgence » Organiser des exercices de préparation et la mise en place préalable des ressources. » Soutenir le développement de cadres locaux de relèvement des catastrophes. • Soutenir la poursuite des services de base après une catastrophe.
Courtage des connaissances 	<ul style="list-style-type: none"> • Développer des plates-formes et d'autres moyens pour rassembler et partager le savoir, les perceptions et les pratiques locales au sein de la communauté et au-delà 	<ul style="list-style-type: none"> • Sensibiliser le public aux rôles et droits des individus et des institutions 	<ul style="list-style-type: none"> • Partager les connaissances entre les secteurs, en passant par les plates-formes et les réseaux • Partager les connaissances locales pour veiller à ce que la résilience soit au cœur des approches prises par d'autres groupes. Par exemple : <ul style="list-style-type: none"> » Planification de l'utilisation des sols par le gouvernement » Planification de continuité par les entreprises 	<ul style="list-style-type: none"> • Partager les leçons tirées localement pour soutenir le développement des enquêtes judiciaires après une catastrophe • Partager les leçons tirées localement pour soutenir le développement de des enquêtes de normes du Reconstruire en mieux • Renforcer la communication locale dans les systèmes d'alerte précoce
Renforcement des capacités 	<ul style="list-style-type: none"> • Démarrer une formation et des activités d'apprentissage qui permettent aux communautés de participer au profilage et à l'évaluation des risques. 	<ul style="list-style-type: none"> • Construire la capacité de la société civile à participer à la gouvernance de parties prenantes multiples et à l'influencer. 	<ul style="list-style-type: none"> • Construire les capacités des communautés à partager les informations et les expériences, et à collaborer avec les autres secteurs. • Fournir une formation en RRC aux principales professions. 	<ul style="list-style-type: none"> • Construire les capacités de réponse aux catastrophes et de relèvement de ceux qui travaillent sur le front et des communautés menacées.
Connexion 	<ul style="list-style-type: none"> • Rassembler les groupes pour étudier les informations sur les risques de catastrophe, encourager à discuter et alimenter l'action locale. 	<ul style="list-style-type: none"> • Encourager ceux qui sont les plus menacés à participer aux plates-formes de parties prenantes multiples qui s'attaquent aux questions de risque et de résilience. • Soutenir des activités pour construire la confiance, la compréhension mutuelle et les relations entre les différents groupes. 	<ul style="list-style-type: none"> • Encourager ceux qui sont les plus menacés à participer aux plates-formes de parties prenantes multiples qui s'attaquent aux questions de risque et de résilience. • Soutenir des activités pour construire la confiance, la compréhension mutuelle et les relations entre les différents groupes. 	<ul style="list-style-type: none"> • Faciliter la participation des communautés et autres groupes aux activités de préparation, réponse et relèvement d'une catastrophe.
Plaidoyer 	<ul style="list-style-type: none"> • Faire pression en faveur de politiques, plans et pratiques de RRC appropriés au contexte. • Soutenir les campagnes de sensibilisation qui suscitent la demande communautaire de protection. Par exemple : les campagnes d'infrastructure comme Villes résilientes. 	<ul style="list-style-type: none"> • Faire campagne pour le droit des communautés, et de tous les groupes, à participer à la planification de la RRC. • Plaider en faveur de cadres juridiques nationaux appropriés pour la sécurité et la protection publique. 	<ul style="list-style-type: none"> • Promouvoir les investissements publics et privés pour la résilience face aux catastrophes. • Souligner l'interdépendance entre les cadres de l'après 2015 et promouvoir la cohérence des outils et des méthodologies. 	<ul style="list-style-type: none"> • Faire campagne pour l'utilisation institutionnalisée des enquêtes judiciaires après une catastrophe, afin d'améliorer la préparation. • Faire pression pour l'utilisation des fonds d'urgence pour des activités de préparation à la réponse et au relèvement.
Suivi 	<ul style="list-style-type: none"> • Soutenir les gouvernements dans le repérage des cibles, indicateurs et références à l'échelon local. • Développer des outils de suivi local participatifs. 	<ul style="list-style-type: none"> • Promouvoir la transparence et la reddition de compte au sein des communautés. • Participer au développement de normes de qualité appropriées localement, et de mécanismes de conformité et de recours. 	<ul style="list-style-type: none"> • Partager les connaissances locales pour soutenir le développement de marqueurs de résilience locale utilisés par les donateurs. • Soutenir le développement de processus de suivi et de rapports harmonisés pour les cadres de l'après 2015. 	<ul style="list-style-type: none"> • Suivre la conformité des réalisations aux normes de réponse et de relèvement.

Liste de contrôle de la réalité

Ces 10 éléments essentiels permettront à toutes les activités de viser un impact à l'échelon local

1 Comprendre les perspectives locales de risque

2 Tenir compte du contexte local

3 N'oublier personne

4 Collaborer

5 Mobiliser les ressources locales

6 Harmoniser les diverses politiques

7 Exiger la reddition de compte

8 Tirer les leçons du passé et se projeter vers l'avenir

9 Être sensible à l'environnement

10 Reconnaître le potentiel de la société civile

“
Si nous n'unissons
pas nos mains...
aucune personne
ni aucun groupe
de pourra à lui
seul produire le
changement désiré

Révérend Lawrence Temfwe
Directeur exécutif du
Jubilee Centre, Zambie
participant à *Vues du front*,
2011

Donnons-nous la main...

La société civile ne peut à elle seule réaliser tout cela. Ces actions nécessitent des partenariats et la collaboration entre différents groupes et entre les échelons, qu'ils soient sectoriels, mondiaux, nationaux ou locaux. Ce n'est qu'en travaillant ensemble que nous pourrions garantir que le cadre de RRC pour l'après 2015 aura un impact sur le front.

La société civile a répondu à la demande, exprimée dans le cadre de RRC pour l'après 2015, d'identifier les rôles qu'elle peut remplir pour parvenir aux résultats du cadre, et les actions qu'elle peut entreprendre en accord avec les priorités du cadre. Cependant, un soutien est indispensable pour garantir la réalisation des actions décrites dans ce plan de mise en œuvre. Aux niveaux national et local, il variera selon les situations. Il aura besoin d'engagements financiers, de soutien techniques ou de ressources humaines de la part des gouvernements et d'autres groupes. Cela nécessitera également des gouvernements, bailleurs de fonds institutionnels, organismes des Nations Unies, institutions financières et autres organisations internationales et régionales l'ouverture qu'ils ouvrent de l'espace politique à l'action de la société civile. Quand cela se produit, l'expérience prouve que l'impact à l'échelon local peut être atteint.

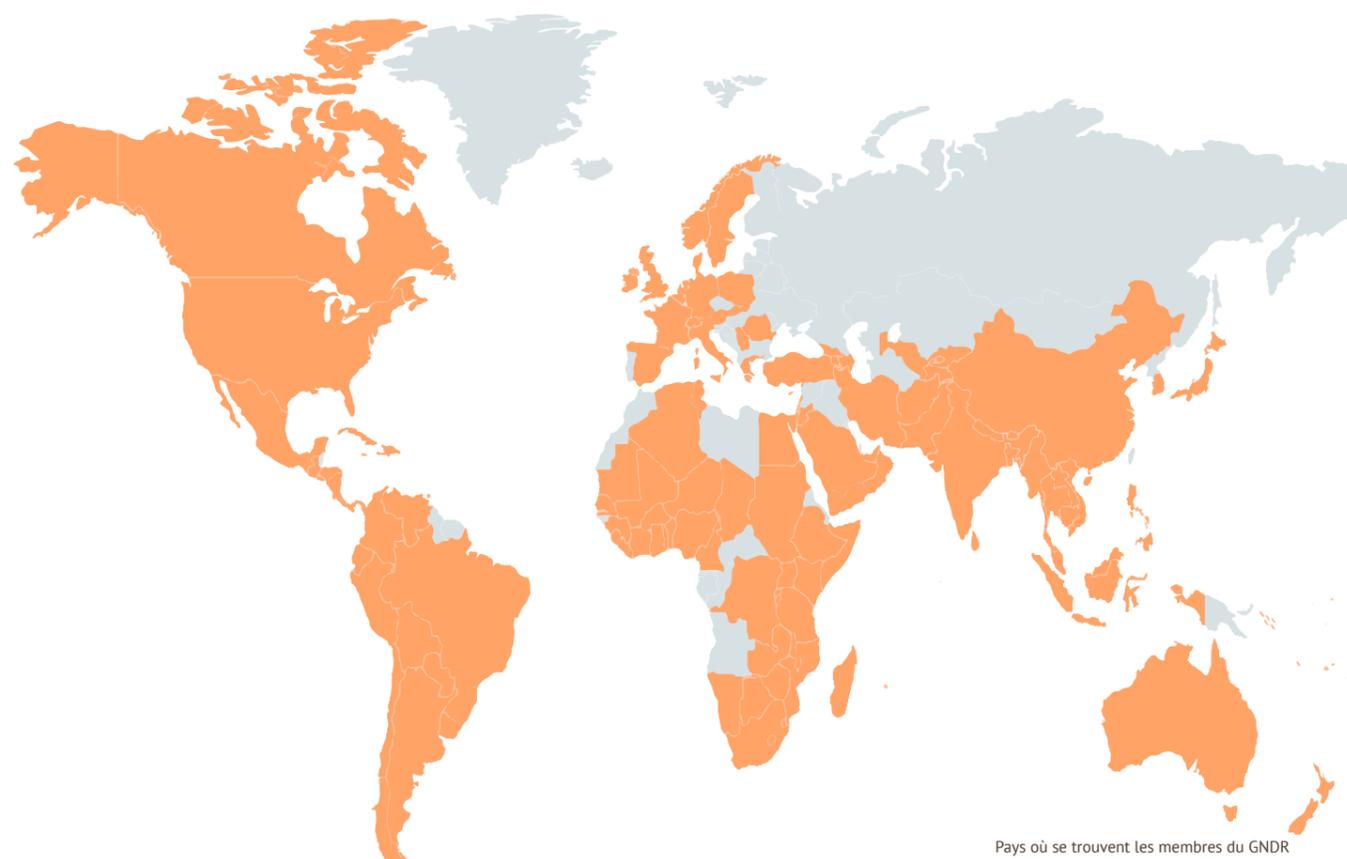
Franchissons ensemble les prochaines étapes.

Les OSC et les administrations locales et nationales devraient :

- ✓ **Faire ensemble une évaluation de la réalité.**
Utiliser la Liste de contrôle de la réalité pour développer et évaluer les stratégies de mise en œuvre du Cadre de RRC pour l'après 2015.
- ✓ **S'asseoir ensemble et repérer les activités**
permettant un partenariat mutuel, y compris les actions décrites dans ce plan de mise en œuvre.
- ✓ **Collaborer à l'utilisation de *Sur le front***, outil participatif de suivi à l'échelon local qui rassemble les perspectives locales sur les risques et la résilience. Pour plus d'informations voir www.gndr.org/frontline
- ✓ **Partager ses activités prévues et en cours** qui ont un impact à l'échelon local, et tirer les leçons de ce qui se passe ailleurs dans le monde sur www.gndr.org

Qui sommes-nous ?

Le Réseau mondial d'organisations de la société civile pour la réduction des catastrophes est le plus grand réseau international d'organisations engagées dans un travail en commun pour améliorer la vie des populations affectées dans le monde entier. Nous avons pour objectif de donner à la société civile les moyens de relier le local au mondial et de parler d'une seule voix pour susciter une action qui réduit les risques et augmente la résilience des plus vulnérables.



100 000

perspectives locales des risques et de la résilience rassemblées

600

organisations mettant en œuvre *Vues du front* - le programme participatif de suivi à l'échelon local pour faire le bilan du Cadre d'Action de Hyogo

1250

membres du GNDR

129

pays couverts par le GNDR

Plus forts ensemble

Répartis sur plus de 129 pays, nos membres sont plus de 800 organisations qui partagent la même vision :

Un monde de communautés résilientes où les communautés vulnérables sont capables de se préparer pour, atténuer contre, recouvrer de, et s'adapter aux dangers et au climat changeant. Néanmoins, ce qui réunit nos membres, c'est de nous associer autour d'un seul objectif développant la capacité la société civile de connecter le local au global et parler d'une voix collective qui conduit à des actions de réduction des risques et augmenter la résilience des plus vulnérables. Le GNDR fonctionne par l'intermédiaire d'un pôle mondial à Londres, Royaume-Uni, et de pôles régionaux qui permettent une meilleure coordination au sein des régions et mettent au point des positions régionales.

Carte du monde montrant les zones de responsabilité des membres du GNDR

Amérique centrale
Costa Rica CNE, RACSA, Zeta Group, Mesoamérica, Ministerio de Salud, UNESCO, World Animal Protection, Municipalidad de Paraíso
Salvador Centro de Protección de Desastres, Habitat for Humanity El Salvador, Mesa Permanente para la Gestión de Riesgos, FUDECOM, Red de Ambientalistas en Acción, CRGR El Salvador, PRO VIDA, Lutheran World Federation, Oxfam
Guatemala Comunidades Cristianas de Apoyo, Fundación de Mujeres Luna Creciente, Cociger - Convergencia Ciudadana para la Gestión del Riesgo, ACCSS, ASEDE, Alianza por la Resiliencia, Caritas, Mesa Forestal y Ambiental de Huehuetenango, Guatemala
Honduras Asociación de Organismos no Gubernamentales, Mesa Nacional de Incidencia para la Gestión de Riesgos, Cruz Verde Hondureña, COPECO
Mexique Instituto Nacional de Estadística y Geografía, Redescubre A.C.
Nicaragua Habitat para la Humanidad Nicaragua, Mesa Nacional para la Gestión de Riesgos, Universidad Evangélica, MNGR
Panama World Vision International, RET LatAm

Amérique du Sud
Argentine Fernández-Jacomet, Centro Regional Ecuménico de Asesoría y Servicio (CREAS), Agencia Adventista de Desarrollo y Recursos Asistenciales Argentina, Arquitectos de Desastres - Sociedad Central de Arquitectos, Nexo - Asociación Civil Comunicación para la Reducción del Riesgo de Desastres
Bolivie Humanitarian Community, Centro de Asesoramiento para el Desarrollo Social (CADES), Soluciones Prácticas, AQUAVIDA
Brsil Bagulhadores do Mió, READAPT, Centro Universitario de Estudos e Pesquisas sobre Desastres, CIVIL DEFENSE, Centro Nacional de Monitoramento e Alertas de Desastres Naturais (CEMADEN), Defesa Civil de Campinas, Building Resilient Cities Campaign (promoter UNISDR), Sustainable Development Institute (IDEST)
Chili Sociedad Civil Pro Derechos Humanos, Grooms International, Huiarou Commission, Sur Corporación, Equipo Metodista de Ayuda Humanitaria Chile, World Vision Chile, Caritas Chile, Cruz Roja Chilena, Agencia Adventista de Desarrollo y Recursos Asistenciales Chile, Asocación Chilena Pro Naciones Unidas, ONG Inclusiva, Comunidad de Historia Mapuche, Fundación Alto Río, SINERGIAS, Fundación Asperger Chile, ONG Psicológos Voluntarios de Chile, ACHNU
Colombie Fundación Azimuth, Mercy Corps – Colombia, Confederación Colombiana de ONGs, EGS, Corporación, Ciudades Resilientes Colombia, Mesa H, Oficina Regional para América Latina – Diakonie Katastrophenhilfe
Equateur Plan International, Cruz Roja Junta Cantonal Pelloeo, Centro de Operaciones de Emergencia
Pérou Soluciones Prácticas, Electronic Communication & Information Exchange, Paz y Esperanza, Universidad Nacional de Tumbes, Instituto Nacional de Defensa Civil, SEDYS, International Security and Safety Protection Professional Association, Habitat for Humanity, Estrategia Center of Investigation and Action for Urban Development, RAPID LA
Paraguay Global Infancia

Antilles
Cuba Centro Nacioanl de Investigaciones Sismológicas
République Dominicaine Servicio Social de Iglesias Dominicanas
Haiti Acrion Secours Ambulance (ASA), Initiative Citoyenne du Nord-Ouest pour la Democratie et le Développement (CINOD)
Jamaïque Construction Resource & Development Centre, EPN Consultants Limited

Amérique du Nord
Canada International Development Research Centre, Centre for International Studies and Cooperation, Canadian Risk and Hazards Network (CRHNet), Red Cross Canada, World Vision Canada, Cumulative Environmental Management Association (CEMA), SAFE, Organization of World Heritage Cities
USA RADIX & Aon-Benfield UCL Hazard Research Centre, Mercy Corps, American Red Cross, California Institute of Environmental Design & Management (CIEDM), Global Environmental Relief (GERI), Organization of American States, Diplomatic Society of St Gabriel, Risk RED, Purdue University, Marriorn Fire & Risk Consulting, University of Washington, Office of Arid Land Studies, University of Arizona, Skills for the New Millennium Tour, Bloomsburg University of Pennsylvania, Widgeon Foundation, GeoHazards International, ChildFund International, Habitat for Humanity International, International

Medical Corps, The Shelley and Donald Rubin Foundation, WDP & Associates PC, Africa Rescue Committee, CNA Institute for Public Research, Disaster Resilience L.L.C., The Campaign for Safe Buildings, GSAREH, World Cares Center, Deloitte, Women's Refugee Commission, Aegis Health Security, Ocean County College, Nautilus Institute for Security and Sustainability, InterAction, American University, Our GreenWay, Huiarou Commission, Virginia Tech, The Disaster Diary Project, Anne Castleton International Development, Center for Excellence in Disaster Management & Humanitarian Assistance, Center for Urban Disaster Risk Reduction adn Resilience, CDHAM, Natural Resources Defense Council

Europe
Albanie World Vision
Albania
Autriche Masanjo Investments
Belgique Mission East, CBM
Chypre World Vision International
Danemark Red Barnet
France DUSAN ZUPKA - DRR and CCA Support, IRDR, SDIS Gard, Action Contre la Faim France, Public Services International, ACTED France,
Allemagne Institute for Advanced Sustainability Studies, Deutsches Komitee Katastrophenvorsorge e.V., TREEEC e.V., Deutsche WELThungerhilfe e.V., Disaster Research Unit (Katastrophenforschungsstelle), Freie University
Grèce RSF Hellas, ARGO
Irlande University College Dublin Centre for Humanitarian Action
Italie Ca Foscary University, Politecnico di Torino
Pays-Bas Disaster CrossCurrents, ICCO & Kerk in Actie, NOHA, CORDAID, ICCO Cooperation, ZOA
Norvège CICERO et Risk RED
Pologne Apertus Group
Roumanie World Vision
Romania
Serbie BIEM
Slovaquie Habitat for Humanity
ECA
Espagne Nazioarteko Elkartsuna-Solidaridad Internacional, Acción Contra el Hambre, Intermon Oxfam
Suède Lund University, Swedish Mission Council, PMU, Plan Sweden, International Aid Services (IAS), Diakonia
Suisse Fédération internationale des sociétés de la Croix rouge et du Croissant rouge, WaterLex, UNICEF, UNISDR, Croix-rouge suisse, Caritas Switzerland, Green Cross International, ACT Alliance, IUCN, HELVETAS Swiss Intercooperation, The RET, UNEP-GRID Genève
Turquie Istanbul Technical University, General Directorate of Disaster and Emergency Management Office, Disaster Research Center IAU, Turkish Red Crescent Society, Disaster Preparedness and Earthquake Training Association, GEA Search and Rescue, Search Resque Asscoatiions Federation
Royaume-Uni KnowledgeFirst, Save the Children, Christian Aid, InsideOut, Save the Children UK, Tearfund, OXFAM GB, Institute of Development Studies, Gamos, Concern Universal, Boing Boing, Emergency Nutrition Network (ENN), Enterprise Learning, HelpAge International, University College London, Management of Slope Stability in Communities (Mosaic), Emergency Capacity Building Project, British Red Cross, ShelterBox, World Vision UK, Techniquet, Gender and Disaster Network, Practical Action, PurpleAce

Afrique du Nord / Asie de l'Ouest
Algérie WISAFE Engineering Environment, Association Ecologique de Boumerdes (AEB), National Fédération nationale pour la protection de l'environnement "FNPE"
Émirats arabes unis Pro-Poor CSO Initiative
Egypte Arab Office for Youth and Environment, Regional Centre for Disaster Risk Reduction, RAED, ASBA, LAS, Arab Environmental Experts Union
Israël INSS
Jordanie Land and Human to Advocate Progress, World Vision, Jordanian Humanitarian Resilience Society, Rights for Development Center, Baituna for Social Development
Liban World Vision Lebanon, United Nations Development Programme, Development for People and Nature Association, Beam of the Environmental Association
Maroc Club Marocain pour l'Environnement et le Développement
Oman Gaia GeoSystems
Arabie Saoudite Civil Defence Interior Ministry Saudi Arabia
Soudan Sudanese Environment Conservation Society, Federal Ministry of Health
Tunisie Association pour la Protection de l'Environnement et le Développement Durable de Bizerte
Yémen Innovation Establishment for Environment and Sustainable Development

Afrique occidentale
Bénin West Africa Network for Peacebuilding, Water and Youth International, ONG EHUZU Africa International, IDEAS for Benin
Burkina Faso Association SOS Sant, Federation Panafricaine

des Associations et Clubs de l'Union Africaine (FEPAAC/UA), PROLINNOVA, Fondation AVEC
Cameroun Geotechnology Environmental Assessment and Disaster Risk Reductions, CARRE GEO & ENVIRONNEMENT, Cameroun Assistance Sanitaire, OMEP Cameroon, Esi Nature Conservation and Sustainable Development (NCSd), Center for Development Research, Cameroon League for Development, Association pour la Solidaritat, University of Dschang Cameroon, GEMDA, Pan African Institute for Development Studies, Appui pour la Protection de l'Environnement et le Développement, IRGM, PAID -WA, Association Camerounaise De Développement Rural, Pan African Disaster Relief Services
Tchad Lead Tchad, FOJEPRET
RDC Coordination Provinciale de l'Environnement Sud-Kivu/RDC, Action Jeunesse pour le Développement, Ministère de l'Environnement Conservation de la Nature et Tourisme, National Council Youth
Gambie St. Joesph's Family Farms Centre, IT Association of the Gambia Basse Chapter, Wuli and Sandu Development Agency, Children and Community Initiative for Development (CAID), LIFYEAD, Africa
Ghana Global Media Foundation (GLOMEF), Grassroots Sisterhood Foundation, Christian International on Disaster Management, Albdols Enterprise Ghana, Christ Soldiers Foundation, Youth for Human Rights University of Ghana, Abibimman Foundation, The Development Institute, Community and Family Aid Foundation (ghana), Bright Generation Community Foundation, Young Volunteers for Environment, Hope Care Foundation, Foresight Generation Club, African Call Institute, International Voluntary Organisation for Women, Education & Development
Guinée ONG Carbone Guin, Agence Humanitaire pour le Développement
Côte d'Ivoire Jeunes Volontaires pour l'Environnement CI, GEOPLANET
Liberia Welfare Association of NGOs (WANGO), Liberians United to Expose Hidden Weapons
NAI Association de Formation et d'Appui au Développement, WASCAL, ONG AFAD, HERE Association, Association Malienne pour le Développement, la Protection de l'Environnement et la lutte contre la Désertification (ONG AMADE-PELCCODE), Coordination des Associations et ONG Féminines du Mali
Mauritanie ONG Association Jeunesse Action pour le Développement
Niger Réseau de la Jeunesse Nigérienne sur les Changements Climatiques, ONG DEMI-E, Association de Développement, Agir pour Etre Niger
Nigeria Civil Society Action Coalition on Disaster Mitigation, African Youth Movement, Centre for Disaster Risk and Crisis Reduction, Global Relief & Development Mission, Youths Passion Initiative, African Youth Forum, Welding Pact, Heart Foundation, Men of Vision, Nigerian Environmental Society, Disaster Youth Network, Starters Union, Minds Nigeria ltd, Welders Training Institute, Friends of the Needy Organisation (FONO), Positive Youth Network, International Foundation for African Children, Community Emergency Response Initiative, Cross River State Emergency Management Agency, Enugu State Broadcasting Service, NPA, NYSC Kebbi State, Nassarawa State University, University of Nigeria, Community Disaster Awareness Initiative, Fortress for Family Health Initiative, Bakassi Environmental Management Initiative, Initiative Development Now, Better Community Life Initiative, Development Education and Advocacy Resources for Africa Initiative, Africa Centre for Citizens Orientation, Children Strategy for Disaster Risk Reduction, Kogi State Government Nigeria, Arik Airlines Ltd, Women Initiative for Peace and Good Governance (WIPGG), Building Better Africa Foundation, Women Empowerment Initiative, Christian Rural and Urban Development Association of Nigeria, Women and Youth Development Initiative, Global Movement for Refugee, Magswill, Connected Development (CODE), Development & Integrity Intervention Goal Foundation (DIG Nigeria), Enene Akonjom Foundation, Human Rights Information Network, Centre for Non-violence and Gender Advocacy in Nigeria, Abiodun Adebayo Welfare Foundation, Nurses Across The Borders (UN ECOSOC NGO/UNFCCC OBSERVER NGO), House of Jacobs International, Asabe Shehu YarAdua Foundation, Nelson Mandela Institute, Education as a Vaccine, Peace Corps of Nigeria, Ohaha Family Foundation, Helping Hands for Women & Youth Support, Society for Development Accountability, Centre For Peacebuilding and Disaster Relief (CEPADR), CAFSO-WRAG for Development, Niger Delta Network Advancement Programme, Centre for Youth Initiative on Self Education (CEYISED), Boss Friendship Club in

Nigeria, International Centre for Peace, Charities and Human Development, Caritas Nigeria, Emergency Preparedness and Response Team, Children Strategy for DRR, Nigeria, Golden Heart Foundation, Centre for Peacebuilding and Disaster Relief, Global Relief and Development Missions, ORJI UZOR KALU FOUNDATION, Society for African Safety and Development
Sénégal Shalom International, Joke Waller-Hunter (JWH) Initiative, Association JCDS, Jeunes Volontaires pour l'Environnement JVE, Compassion sans Frontières, ENDA
Sierra Leone Plan Sierra Leone, Africa Youth Coalition Against Hunger, Community Disaster Management and Emergency Response Team (CoDMERT), Forum for the Development of Young People, Sierra Leonean Youth Agricultural and Community Development Organization, Economic Justice Network Sierra Leone
Togo Jeunes Volontaires pour l'Environnement Togo, Centre d'Analyses et d'Initiatives pour le Développement (CAID), Jeunes Verts Togo, JVE International, Coordination des Journalistes Environnementalistes du Togo, Terre de la Jeunesse Culturelle, Initiatives pour le Développement Durable et Prospective, APAD International, Nouvelles Alternatives pour le Développement Durable en Afrique (NADDAF), REJEF

Afrique orientale
Burundi Youth Strategy Disaster Reduction, Center of Support for Vunerable Persons (CIDEP), APED, Jeunes Volontaires pour l'Environnement
Éthiopie CORDAID Ethiopia, Concern Worldwide, Development Expertise Center, Bahir Dar University, Ethiopian Change and Development Association
Kenya Action for Sustainable Change, Save the Children, Kenya Rural Development Programme/ ASAL Drought Management, Young Africans Development Action (YDA), Volunteers for Africa, ACTED Kenya, GuDeF, MADEFO, Social Development Network, African Federation of Environmental Journalists, JMISIKS, Novelty Intervention (Kenya), Actionaid, Tinada Youth Group, National Drought Management Authority, World Vision Somalia, AFOSC Kenya, CORDAID Kenya, Regional Center for Mapping of Resources for Development - SERVIR Africa, Young Volunteers for the Environment Kenya, Lambwe Beecot Self Help Group (LBCSHG), One Africa, Kenya National Young Farmers Association, Kamanga Rehabilitation and Resource Centre, Msambweni Human Rights Watch, Young Christian Organisation,
Rwanda Send a Cow UK, Manadisaster Association
Somalie Somali Media for Environment Science Health and Agriculture (SOMESHA), Community Empowerment for Peace and Integrated Development (CEPID-HORN), Somali Youth Development Network, Bani'Adam Relief and Development Organisation, Banadir Civil Society Network (BACISON), Horn Aid Trust, East African Rescue Association, Somalia Social Workers Association, Hunger Reduction International
Tanzania World Vision Tanzania, Environmental Protection and Management Services, EPMS, The University of Dodoma, Youth Association for Change Network, Ministry of Health and Social Welfare, MAA Foundation, Women Promotion Centre
Uganda Oxfam Uganda, Slum Women's Initiative for Development (SWID), DENIVA, Education Department Bugiri District Local Government, Coalition on Environment and Climate Change in Uganda (CECCU), River of Reach More Now Ministries Africa, Fighting Poverty with Hands Initiative- Uganda, Development Network of Indigenous Voluntary Association (DENIVA), Kapchorwa Civil Society Organization's Alliance (KACSOA), Katakwi District Development Actors Network (KaDDAN), Makerere Women Development Association, FURA, Support Transformation Effort Program (STEP-UG), Uganda Network of Young People Living with HIV/AIDS

Afrique australe
Botswana Botswana Red Cross Society, Bokamoso Private Hospital
Lesotho Environmental Care Lesotho Association
Madagascar CARE International Madagascar, Couleurs Du Monde - Mahajanga, SALFA, Centre d'Études et de Recherches Economiques pour le Développement, Individual, DMGRC
Malawi Sustainable Rural Growth and Development Initiative, Centre for Climate Change and Environment Management, Centre for Youth and Development
Maurice Environmental Protection & Conservation Organisation
Mozambique Conselho Cristao de Moçambique (CCM)
Namibie University of Namibia, Community Empowerment and Development Association (CEDA)
Afrique du Sud North-West University, AHEAD-GLTFCA Programme, Community Initiative for Social Enhancement (CISE), Disaster Management Training and Education Centre for Africa – University of the Free State, Emprosos, Mercy Networks, Greenpeace, Gender and Disaster Network Africa Region, RADAR Stellenbosch University
Swaziland Christian International Swaziland, Kejibaus
Zimbabwe Disaster Management Training Centre, Jubilee Centre, ZCAHRD, Southern Africa Disaster Risk Society, ACTION24, Charitable Foundation for Development, International Rescue Commititte, Zimbabwe United Nations Association

Qu'attendez-vous?

Si vous-même ou votre organisation êtes intéressés à faire partie du GNDR, voici comment vous pouvez le faire...

Asie centrale
Arménie Oxfam GB Armenia, UNICEF Armenia, DRR National Platform Armenia, Regional Environmental Center for Caucasus, UNDP, SEG
Azerbaïdjan Environmental Research Centre, Khazar University
Géorgie Caucasus Environmental NGO Network, Black Sea Eco Academy
Iran Disaster & Emergency Health Academy
Iran's National Institute of Health Research, Tehran University of Medical Sciences, Semnan University
Kirghizstan ACTED
Kyrgyzstan
Tadjikistan UN Tajikistan, Centre for Climate Change and Disaster Reduction, ACTED
Tajikistan
Ouzbékistan Tashkent Socio-Environmental Union HAYOT

Asie du Sud
Afghanistan Coordination of Afghan Relief, Wise Global Group
Bangladesh Bangladesh NGOs Network for Radio and Communication, Participatory Development Action Program, Integrated Development Association of Bangladesh, Wave Foundation, Integrated Social Development Effort (ISDE), Medway Consultancy Services (JK) Ltd., SHELTER, Center for Participatory Research and Development, Islamic Relief, Deepti Bhuban, World Vision Bangladesh, Grameen Development Society, Bangladesh Disaster Preparedness Center, ActionAid Bangladesh, Bangladesh Nari Pragoti Sangha (BNPS), Safety Assistance For Emergencies, Bangladesh Legal Aid and Services Trust (BLAST), Paul Provakar Saha, Individual Practitioner, Ibdnext Inc., Democracywatch, Heifer International Bangladesh, North South University, SHELTECH (Pvt.) Ltd., Institute of Water and Flood Management BUET, Development Organization of Coastal Area's People, Action Contre la Faim, Disaster Awareness and Response Association of Bangladesh, Dhaka School of Economics, Solidarites International - Bangladesh, UNDP Bangladesh, Muslim Aid UK Bangladesh Field Office, Krisoker Sor (Farmers' Voice), Chars Livelihoods Programme, LAMB, NIRAPAD, Concern Worldwide, JAGO NARI, Abdur Rashid Khan Thakur Foundation, Dhaka Community Hospital Trust, Community Initiative Bangladesh, Network of Community Based Organization Bangladesh, Bangladesh Disaster Preparedness Centre (BDPC)
Bhoutan Thimphu City Corporation
Inde ActionAid International, Social Development Society, Orissa State Volunteers and Social Workers Association, Redemption Research For Health and Educational Development Society (RRHEDS), SEEDS India, Tata Institute of Social Sciences, UDYAMA, Gautam Buddha Jagriti Society, Focus Humanitarian Assistance India, Mahila Margadarshi, Huiarou Commission, Development Insights for Sustainable Action, Centre for Disaster Risk Resilience, LBSNAA, RMSI Pvt Ltd. (RMSI), Anchalika Jana Seva Anusthan (AJSa), New Life Placements (P) Ltd., AIDMI, Safe Citizen, Saritsa Foundation, ADRA India, Rural Development Ornsigation, Kissan Vikas Trust, CADME, Peoples Awareness and Legal Aid Movement (PALAM), Gujarat State Disaster Management Authority, Jeevanjyoti Welfare Society (NGO), Education and Cultural Development Society, Aniruddha's Academy Of Disaster Management, WCWS, UTKAL Youth Association for Social Development, Mission BhartiyaM, Reliant Socio-economic Development Organization, RMSI Pvt. Ltd., Institute of Management Studies, ASDMA, Assistant Professor, IIT Kharagpur, National Institute Of Disaster Management, Inter Agency Group (IAG) Odisha, GeoHazards Society, Odisha Development Management Programme, Nauka Talim Kendra, AADRR, National Campaign on Dalit Human Rights, Shanta Memorial Rehabilitation Centre, Swayam Shikshan Prayog, Rural Reconstruction Organisation, SRUIANEE, Jawaharlal Nehru University (JNU), Power House Youth Club
Myanmar Mainstreaming Adaptation, Resilience and Sustainability into Development and Daily Life, Lanthit Foundation, Asian Disaster Preparedness Center, Ashoka Social Development Association, Swanyee Development Foundation, Church World Service, Karuna Myanmar Social Services, Agency for Basic Community Development, Lutheran World Federation - Myanmar Program, Sopyay Myanmar Development Organization, Radanan Ayar Rural Development Association, CDA, Myanmar Consortium for Community Resilience, SONNE Social Organization
Népal NSET, DPNet Nepal, Plan Nepal, Handicap International, OXFAM Nepal, The Lutheran World Federation Nepal, Human Rights Social Awareness and Development Center, Narayan Municipality, Focus ED Nepal, Youth's UNESCO Club, Department of Civil Engineering Institute of Engineering Pulchowk Tribhuvan University, Home and Life Foundation (NGO), DanChurch Aid, AIN Task Group on Disaster Management, Disaster Preparedness Network Nepal, Tribhuvan University, Friends Service Council Nepal, KIRDARC Nepal, NAPP-Nepal
Pakistan New World Hope Organization, Church World Service Pakistan/Afghanistan, University of Agriculture Faisalabad, Sindh Rural Support Organization, PRDS, Lok Sanjh Foundation, Sahara Welfare Organization, Society for Human Advancment and Just Reforms (SHAIR), Society for Environmental Actions Re-Construction and Humanitarian Response, Root Work Foundation, SERVE Foundation, SSD, Aga Khan Planning and Building Service,

Malteser International, ORCHID, Fundamental Human Rights & Rural Development Association FHRRDA, Caritas Pakistan, HOPE'87 Pakistan, Pakistan Poverty Alleviation Fund (PPAF), Pakistan Fisherfolk Forum, Resilience Group, Solidarites International, Friends of Environment and Development, Sachai Social Welfare Association, ACTED Pakistan, Pattan Development Organisation, ADMC, Neelab Children & Women Development Council, Rajanpur, AKK-DRR Consulting, State Development Organization-(SDO) Pakistan, Takal Welfare Organization, Foundation for Urban & Rural Development (FURD), Royal Welfare Foundation, THAR, Jerusalem Development Society, Sustainable Environment and Development Foundation, National Rural Development Program, Development of Institution & Youth Alliance (DIYA), Save the Future, Initiative for the Participatory Development Through Peace (IPDP), National University of Sciences and Technology, Disaster Research Institute, Preston University, Kohat, Doaba Foundation, Sindh Community Foundation, Johanniter International Assistance, Hope and Transformation Against Poverty, National Integrated Development Association (NIDA-Pakistan), Rescue 1122, Community Initiatives for Development in Pakistan, ActionAid Pakistan, HANDS, Global Development Organization, Huqooq-ul-Ebad Development Foundation, SirSyed Welfare Society, Ujala Welfare Organization, JAD Foundation (JF), Al-Mehran Rural Development Organization, Rural Development Policy Institute, Fast Rural Development Program, Shah Sachal Sami Foundation, Organizing Action Towards Humanity, Tabeer Welfare Society, Watan Development Organization, Milestone, Youth in Action Balochistan
Sri Lanka Duryog Nivaran, Federation of VisuallyHandchaft, IFRC, Practical Action Colombo, Janathakshan, Luck Association, University of Peradeniya, UN-Habitat

Asie du Sud-Est
Cambodge Save the Earth Cambodia, Pannasastra University of Cambodia (PUC)
Indonésie YAKKUM Emergency Unit, Institute of Resource Governance and Social Change, Regional Disaster Management Agency, Yayasan Galapagos, Arbeiter-Samariter-Bund (ASB) Indonesia Office, Caritas Indonesia (KARINA), Respond to Disaster Indonesia, Indonesian Volunteer for Humanitarian, HK Logistics Pty Ltd, Prediksi Bola
Laos PORDEA
Malaisie MERCY Malaysia, National University of Malaysia (UKM)
Maldives Huvaadhoo Aid
Philippines Center for Disaster Preparedness Foundation Inc., LGU Garchitorena CS, Philippine Livelihood Development and Training Foundation, DAMPA Federation, Artiste's Visions Productions, Islamic Relief Worldwide, Saint Bernard Disaster Risk Reduction - Youth Environmentalist Society (SBDRR), A2D, Philippine School of Business Administration, EarthQuakes and Megacities Initiative (EMI), Disaster Aid Community Emergency Response Guard, Polytechnic University of the Philippines, Plan Philippines, Bangsamoro Rescue Team (BARET), World Financial Marketing Alliance Inc.
Singapour Ngee Ann Polytechnic
Thaïlande RIMES, ACTED Thailand, Sustainable Development Foundation, FOPDEV, ADPC
Vietnam Development Workshop France, ACTED Vietnam

Asie de l'Est
Chine OXFAM Hong Kong, HELP PANDA
Hong Kong World Federation of Occupational Therapists, Disaster Interest Group
Japan International Medical Corps Japan, Japan Water Forum, ICHARM, PeaceBoat Disaster Relief Volunteer Center, Japan NGO Center for International Cooperation, Japan CSO Coalition for 2015 WCDRR, Ayus, CWS Japan, Fukushima Beacon for Global Citizens Network, NGO Little Bees International
Corée Korea Disaster Safety Network, Korea Risk Management Systems, Inje University

Pacifique
Australie RMIT University, Curtis University, Monash University, World Vision Australia, University of Technology Sydney, Climate Concern, The Australian National University, Council on the Ageing Queensland
Fidji Foundation of the Peoples of the South Pacific International, Nadi District Youth Council, Partners in Community Development
Fiji
Kiribati FSPK
Nouvelle Zélande BANZAid, University of Otago, Volunteer Army Foundation, New Zealand Youth Delegation, The University of Auckland
Îles Salomon Solomon Islands Development Trust
Tonga Tonga Community Development Trust, Tonga Community Development Trust
Tuvalu Tuvalu Association of NGOs
Vanuatu National Advisory Board on CC and DRR, Vanuatu Christian Council

Demande d'adhésion

Pour faire votre demande d'adhésion, remplissez et envoyez le formulaire d'adhésion en ligne qui se trouve sur le site Internet du GNDR ou adressez-vous directement au secrétariat du GNDR.

+44 (0)208 977 7726

info@gndr.org

www.gndr.org

Remarque : Le processus d'adhésion est gratuit et aucun frais d'adhésion n'est demandé



Impact at the frontline



GNDR

Pour renseignements,
veuillez visiter www.gndr.org